

**Assemblée générale**

Distr.: Limitée
12 mars 2003

Français
Original: Anglais

**Comité spécial chargé de négocier
une Convention contre la corruption**
Cinquième session
Vienne, 10-21 mars 2003
Point 3 de l'ordre du jour
**Examen du projet de Convention des Nations Unies
contre la corruption**

Propositions et contributions reçues des gouvernements**Croatie: amendement à l'article 24****Article 24**

Il est proposé de poursuivre les travaux relatifs à l'article 24 sur la base du texte ci-après¹:

*“Article 24
Abus de fonctions*

Chaque État Partie [peut envisager] [envisage] d'adopter les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale, lorsque l'acte a été commis intentionnellement, au fait, pour un agent public [un fonctionnaire international] [ou une personne exerçant des fonctions publiques], d'abuser de ses fonctions [ou de sa position] en accomplissant ou en s'abstenant d'accomplir un acte en violation des lois ou règlements dans l'exercice de ces fonctions afin d'obtenir un avantage économique pour lui-même ou elle-même ou pour un tiers.”

¹ Le texte de la présente proposition est une version révisée présentée, conformément à une demande du Président, par la Croatie, qui a coordonné un groupe de travail informel en consultation avec le Canada et l'Italie.

